

Nous avons souvent préconisé le prix d'un dollar le boisseau de blé n° 1 du Nord livré à l'élevateur régional. Je ne crois pas que ce soit trop, et si c'était là le prix des 2,000 premiers boisseaux livrés par le cultivateur, il n'y aurait pas lieu de recourir à divers expédients tels que la prime aux emblavures, et le reste. Le malheur, c'est que le ministre de l'Agriculture et ses collègues du cabinet veulent appliquer à l'agriculture entière un traitement qui ne saurait convenir qu'à certaines sections. L'agriculture traverse une période de crise et, vu que le prix du blé est insuffisant, même lorsque la récolte est abondante, nous devrions adopter un régime spécial de primes ou de secours en faveur de ceux qui ont à subir le contre-coup de mauvaises récoltes.

On nous a souvent parlé d'unité nationale. Des hommes politiques sur les plateformes publiques, des orateurs à la radio et une partie des journaux du pays prêchent sans relâche l'unité canadienne, mais je demande au comité et au cabinet comment l'unité canadienne est possible lorsqu'une partie du pays réalise des profits parfaitement exagérés en temps de guerre tandis qu'une autre vend à la moitié de son prix de revient? C'est impossible. Et au nom des citoyens que je représente, au nom de toute la population du Canada, je réclame la justice élémentaire en faveur de l'agriculture afin que nous puissions faire notre part pour que le Canada ait lui-même justice et que le monde soit libéré de l'hiltérisme.

M. PERLEY: Le président, dans une note, me menace d'expulsion si je parle plus de cinq minutes. J'ai bien failli déjà me faire expulser, aussi, je ne le risquerai pas maintenant. Nous avons déjà passé deux semaines ici et ce n'est qu'au dernier moment de la session que l'occasion nous est fournie d'aborder les problèmes de l'industrie agricole, des marchés et d'autres sujets connexes. Je proteste contre cette façon de procéder. La même situation s'est présentée, à ma connaissance, par trois fois au cours des quatre dernières sessions, alors que cette question d'importance capitale n'a été abordée qu'à la dernière heure.

L'honorable député de Weyburn, ce soir, a touché à tous les aspects de la situation et a si bien exposé l'état de choses existant dans l'Ouest canadien que je n'aurais pas pu mieux faire si j'avais pris la parole avant lui. Le même cas s'est présenté dans l'Ouest à une réunion considérable des syndicats coopératifs. L'honorable M. Motherwell était présent et on nous a conseillé d'éviter toute politique dans nos discours. Prenant la parole après lui, j'ai déclaré qu'il m'était facile de me

[M. Fair.]

conformer à ces instructions puisque, si je voulais me livrer à la critique, je ne saurais faire aussi bien que l'honorable M. Motherwell lui-même. Et c'est ainsi que je me rends compte, trop tard, qu'il m'est impossible de m'acquitter de la tâche mieux que ne l'a fait l'honorable député de Weyburn. Je ne le tenterai donc pas.

Apparemment, le cabinet a décidé de ne pas broncher. Il est impossible de tirer un mot du ministre du Commerce au sujet du programme d'écoulement de blé que le Gouvernement se propose d'adopter et je sais lire assez bien sur le visage du ministre de l'Agriculture, après l'avoir affronté durant tant de sessions, pour comprendre que lui non plus ne bougera pas de son siège ce soir.

La coopérative viendra bientôt soumettre ses avis au Gouvernement. J'estime que les quatre recommandations qu'elle a faites au Gouvernement sont justes et équitables. Si je ne m'abuse, le ministre de l'Agriculture a déjà accepté une ou deux de ces propositions. Je prie le cabinet d'étudier sérieusement ces conseils et de les adopter tous. Je n'ai pas le temps de les exposer mais mon opinion à leur sujet est bien arrêtée. Tout ce que cette coopérative de l'Ouest a défendu depuis trois ou quatre mois, je m'en suis fait le champion en cette enceinte depuis trois ou quatre ans. Je supplie le ministre et le cabinet de venir en aide à l'agriculture qui se trouve aujourd'hui en grand péril. Sauvez l'agriculture menacée comme vous sauvez d'autres industries canadiennes. Tout ce que l'Ouest demande, c'est qu'on agisse loyalement envers l'agriculture. Je vois que mon temps de parole est écoulée. Je reprends donc mon siège comme je l'ai promis au président.

M. MacINNIS: Je regrette que le premier ministre ne soit pas à son siège. J'aimerais parler d'une question que je lui posais l'autre jour relativement à l'arrestation et à l'internement d'une certaine classe de personnes au Canada. Sa réponse n'a pas été satisfaisante.

Le premier ministre et les honorables députés savent très bien que je ne me suis pas converti depuis le 22 juin dernier. Mais s'il y avait lieu de convaincre les membres du Gouvernement et particulièrement le ministère de la Justice de la stupidité, tant du point de vue économique que psychologique, de garder dans nos camps d'internement une certaine classe de personnes qui s'y trouvent actuellement, je crois que le discours qui vient d'être prononcé à ce sujet devrait y réussir. Il s'est produit un changement. On a interné ces gens parce qu'ils ont commis ou étaient capables de commettre des actes subversifs. Vu qu'il n'y a aucune possibilité qu'ils commettent dorénavant des actes de ce genre,